

LE MODE OPÉRATOIRE DE PRESCRIPTION MÉDICALE DE TRANSPORT

Formulaire n° S3138d



La prescription médicale de transport est une prescription médicale qui engage le professionnel de santé sur la délivrance d'un transport en adéquation avec l'état de santé du patient.

Elle doit toujours être établie préalablement au transport.

cerfa

n° 11574 *04

Prescription médicale de transport

(articles L. 162-4-1 2°, L. 321-1 2°, L. 322-5, L. 432-1, R. 322-2 et R. 322-10 à R. 322-10-7 du Code de la sécurité sociale)

Volet 1 à adresser
au contrôle médical,
sous enveloppe, à l'attention de
"M. le Médecin-Conseil"

la personne bénéficiaire du transport et l'assuré(e)

- Personne bénéficiaire du transport (les nom et prénom du bénéficiaire sont à compléter obligatoirement par le prescripteur)

nom et prénom

(nom de famille (de naissance) suivi du nom d'usage (facultatif et s'il y a lieu))

numéro d'immatriculation

date de naissance

adresse

nom et n° du centre de paiement ou de la section
mutualiste (pour les salariés) ou nom et n° de
l'organisme conventionné (pour les non salariés)

- Assuré(e) (à remplir si la personne qui bénéficie du transport n'est pas l'assuré(e))

nom et prénom

(nom de famille (de naissance) suivi du nom d'usage (facultatif et s'il y a lieu))

numéro d'immatriculation

- Ce transport est-il en rapport avec un accident causé par un tiers ? non ☐ oui ☐ date de l'accident

la prescription médicale

- Dans quelle situation permettant la prise en charge du transport se trouve votre patient ? (plusieurs choix possibles)

- entrée ou sortie d'hospitalisation (complète, partielle ou ambulatoire), y compris séances de chimiothérapie, radiothérapie et hémodialyse ☐
- transport en lien avec une affection de longue durée avec déficience ou incapacité - ALD exonérante ☐ ALD non exonérante ☐
- transport lié à un accident du travail ou une maladie professionnelle ☐ date de l'AT/MP

- Quel mode de transport prescrivez-vous au regard de l'état de santé et d'autonomie de votre patient ?

- transport en ambulance justifié par la nécessité (cochez la(les) case(s) correspondante(s)) :
 - d'être en position allongée ou demi-assise ☐ d'une surveillance par une personne qualifiée ☐ d'administration d'oxygène ☐
 - d'un brancardage ou d'un portage ☐ d'une asepsie rigoureuse ☐
- transport assis professionnalisé (VSL, taxi conventionné) ☐ si l'état du patient permet un transport partagé, cochez la case ☐
- moyen de transport individuel ☐
- transport en commun terrestre ☐

si l'état de santé du patient nécessite une personne accompagnante, cochez la case ☐

- Quel trajet doit effectuer le patient ? (précisez l'adresse du lieu de départ et du lieu d'arrivée, si hors domicile, ainsi que le nom de la structure de soins)

départ

domicile ☐

autre lieu :

structure de soins :

transport aller-retour ☐

③ nombre de transports itératifs

arrivée

domicile ☐

autre lieu :

structure de soins :

- Urgence : appel du SAMU-centre 15 ☐ ou autres ☐ (précisez) :

- Eléments d'ordre médical (précisez la nature de l'examen ou des soins justifiant le déplacement) et commentaires éventuels

- transport vers un centre de référence dédié à la prise en charge des maladies rares ☐

- Cas particuliers d'exonération du ticket modérateur oui ☐ non ☐

Ce transport est-il lié à des soins dispensés au titre d'une pension militaire d'invalidité ? oui ☐ non ☐
(article L.115 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)

Identification du prescripteur et de la structure dans laquelle il exerce

nom et prénom

raison sociale

adresse

n° structure

(AM, FINESSE ou SIRET)

signature

identifiant

(n° RPPS)

date

Quatre situations
permettent le
remboursement
d'un transport.

Si le transport
est prescrit en
ambulance, vous
devez en justifier la
nécessité.

A cocher
uniquement
si aller ET
retour.

ALD : à cocher
si le transport
est prescrit pour
des soins ou
consultation en lien
avec l'ALD.
Exonérante (100%)
ou non (65%).

Indispensable
pour les soins
ou consultation
en rapport avec
l'ALD.

Numéro RPPS
du médecin
prescripteur
indispensable
et numéro de
structure le
cas échéant.

La loi 78-17 du 6.1.78 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.
La loi rend passible d'amende et/ou emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir des avantages indus (articles 313-1 à 313-3, 433-19, 441-6 et 441-7 du Code pénal).
En outre, l'inexactitude, le caractère incomplet des déclarations ou l'absence de déclaration d'un changement de situation dans le but d'obtenir le versement de prestations indues, peuvent faire l'objet d'une pénalité financière en application de l'article L. 162-1-14 du Code de la sécurité sociale.

S3138d